

honteusement. Ainsi, en 1938, avec un revenu national de 4.600 millions de livres, la Grande-Bretagne en dépensait 16 et demi pour cent soit 780 millions dans des investissements d'équipements industriels et pour l'entretien de ces derniers. La dépréciation s'élevait à 475 millions, laissant 305 millions comme valeur de formation nouvelle de capital ou 6 1/2 % du revenu national. Le dernier « White Paper » gouvernemental estime le revenu national en 1947 au-dessus de 8.500 millions de livres dont 20 % seront alloués à l'équipement industriel et à son entretien. Ceci représente le total formidable de plus de 1.700 millions, dont à peu près 600 millions doivent être réservés pour

LE MARASME SUIVIT LE BOOM COMME LA NUIT SUIVIT LE JOUR.

Combien de temps peut durer cette montée ? Il n'est pas possible de le dire avec exactitude. Certainement pas plus que quelques années au plus. Mais derrière cette immense montée se cache la hideuse et menaçante réalité de l'impérialisme britannique menacé d'un déclin rapide et général.

Loin de mettre à l'arrière-plan le facteur dominant du déclin, les communistes révolutionnaires britanniques se souviennent (suivant votre schéma) que cette perspective à long terme de crise « ne doit pas être oubliée » et toute leur activité et leur orientation sont précisément basées sur ce facteur.

Dans la résolution du R.C.P. (que la citation ci-dessus de votre schéma prétend paraphraser) nous soulignons que : « l'orientation et la stratégie du Parti communiste révolutionnaire est fermement basée sur la perspective à long terme de crise et de déclin... »

Les pertes d'or et d'investissements étrangers de la part de l'impérialisme britannique ont été énormes, et il faut y ajouter la perte de revenus provenant de la navigation et la nouvelle dette survenue depuis la fin de la guerre, qui aggravent la situation du capital britannique d'avant guerre par rapport aux autres puissances de la somme énorme de 6.000 millions de livres. Le rendement général de la production est probablement le même qu'avant guerre, mais seules quelques industries ont montré une expansion appréciable alors que d'autres ont décliné. Dans l'industrie chimique comme dans l'agriculture il y eut une expansion ainsi que dans la métallur-

gie. La métallurgie légère et le bâtiment se sont étendus en 1944-45, mais dans l'industrie en général les destructions de six années de guerre ne furent pas remplacées ou réparées. L'état arriéré de la technique dans les mines charbonnières, l'industrie du coton et les usines génératrices, est trop bien connu pour que nous en parlions ici. Les disproportions entre les différents éléments de l'industrie et de l'économie qui sont les conséquences de ces facteurs (et qui découlent aussi de la rupture dans la division mondiale du travail, dont la Grande-Bretagne dépend plus que n'importe quelle autre puissance) sont renforcées par des interruptions partielles et des arrêts de la production empêchant les impérialistes de se remettre tout à fait des coups de la guerre et de prendre pleinement avantage du marché favorable.

Toutes les mesures désespérées prises par le gouvernement pour résoudre ces problèmes, le remplacement des moyens de production démodés et l'augmentation des équipements industriels nouveaux, loin de résoudre le problème général de la classe dirigeante, ne font qu'accroître les contradictions qui s'expriment avec une force brutale dans les prochaines années. Comme la nuit suit le jour, le marasme suivra le boom. Et c'est ce marasme, soulignons cela, camarades, qui signalera la polarisation rapide des forces de classes en Grande-Bretagne, déchaînera des luttes révolutionnaires d'une ampleur sans précédent et décideront du sort de la classe ouvrière britannique pour de nombreuses années à venir.

REFORMES ET ILLUSIONS.

Entre-temps, c'est précisément ce développement économique de montée, avec un gouvernement travailliste au pouvoir, qui a créé des rapports relativement stables entre les classes. C'est précisément la combinaison de ces facteurs qui a permis aux capitalistes de faire des concessions aux ouvriers, au gouvernement travailliste d'inaugurer des réformes et semi-réformes.

Les trotskystes ne doivent pas être entraînés à l'avant-garde du réformisme ou être influencés par les réformes momentanées ; ils doivent reconnaître les limites de ces réformes imposées par toute la perspective générale du déclin capitaliste. S'il est criminel de montrer aux ouvriers un avenir de montée capitaliste, ce n'en est pas moins un crime de fermer les yeux devant les conditions concrètes de la vie dans laquelle se produit la lutte de classe.

C'est précisément ce crime là que le S.I. nous ferait commettre.

Dans la résolution de notre conférence nous déclarons que ces « petites réformes et semi-réformes tentent de bercer les masses avec la perspective d'une amélioration lente mais continue de leurs conditions de vie ». Vous refusez cette analyse seulement parce qu'elle ne va pas avec vos conceptions a priori, fausses et stériles. Passant outre les faits que réclameront les lecteurs sérieux, vous repoussez en bloc la déclaration du R.C.P. que « nous sommes dans une période classique d'illusions réformistes ». Votre commentaire que « l'erreur flagrante de cette désignation devient plus évidente chaque jour pour tous ceux qui ont des yeux pour voir » ne convainc personne. Cela est si loin de la situation réelle qu'on ne peut que conclure que vous souffrez d'illusions. Mais cela, naturellement, va de pair avec votre analyse de la Conférence internationale, lorsque vous écrivez dans votre résolution :

« La décadence accélérée de l'impérialisme britannique, le rétrécissement de sa base économique, son appauvrissement ainsi que la nécessité de résister à la pression de l'impérialisme yankee par la concentration, la modernisation de son appareil de production et l'abaissement des coûts nets de production, conditionnent maintenant une offensive furieuse de la bourgeoisie et de l'Etat capitaliste contre le niveau de vie du prolétariat anglais. »

La suffisance infatuée avec laquelle vous avez rejeté notre amendement à votre analyse erronée était bien néfaste à l'Internationale, mais devient aujourd'hui très dangereuse lorsqu'elle devient une illusion dont vous vous aveuglez.

Quelles sont les réelles conditions de vie actuelles des masses britanniques ? Est-ce que les capitalistes et l'Etat capitaliste ont lancé une « offensive furieuse » contre les conditions de vie des masses, comme vous le déclariez, ou au contraire, est-ce que la thèse du R.C.P. était correcte lorsqu'elle déclarait que « à cette étape, la classe dirigeante sera forcée de faire de petites concessions aux masses en ce qui concerne les salaires et conditions de travail ? » Et est-ce que la classe dirigeante a été forcée d'accorder des réformes maintenant aux travailleurs comme nous le disions dans notre conférence, ou est-ce que la classe dirigeante est incapable d'accorder de telles réformes dans la période actuelle, comme vous le déclariez ?

Les faits confirment entièrement les thèses du R.C.P. et vous réfutent pleinement. Les nationalisations du gouvernement travailliste sont des réformes sérieuses d'une dimension considérable. Ces nationalisations déjà inaugurées par le gouvernement, ou en train d'être introduites, ont eu une influence considérable en créant des illusions réformistes parmi les couches avancées de la classe ouvrière, et particulièrement des mineurs. Même les éléments pratiquement avancés, qui ne croyaient pas que les dirigeants travaillistes appliqueraient leur propre programme, recommencent à croire, « qu'après tout, les travaillistes y parviendront ». Donnez-leur une chance ! Ces mesures ont vraiment créé des illusions réformistes telles que nous n'en avons pas vu dans le mouvement ouvrier britannique pendant de longues années. Aucun commentateur politique sérieux ne pourrait tirer d'autres conclusions de cette situation.

L'abolition du « Trades Disputes Act » a eu comme résultat d'endormir les ouvriers en ce qui concerne la législation anti-ouvrière qui demeure. Mais les réformes d'un caractère plus immédiat ont encore bien plus influencé les masses. Le relèvement de la pension des vieux, la nouvelle allocation familiale, la réforme de l'enseignement, les réformes dans l'armée — les allocations et paiements inclus —, le plan de la santé publique et différentes autres réformes. Plusieurs de ces réformes

contiennent des anomalies et sont extrêmement avariées. La plupart, sinon toutes, sont certaines d'être abolies lorsque le marasme reviendra, et quelques-unes, telle que l'allocation familiale, résultera certainement en un abaissement du niveau

OFFENSIVE FURIEUSE. — HEURES DE TRAVAIL

ET SALAIRES

Qu'est-il advenu de « l'offensive furieuse » contre les conditions de vie de la classe ouvrière dont vous avez parlé ? Au moment où nous écrivons, les statistiques officielles du revenu national n'ont pas encore été publiées. Il y a eu sans aucun doute une chute dans les gains d'heures supplémentaires et de bonus des ouvriers, en comparaison avec les revenus élevés du temps de guerre. Les diminutions d'impôts n'ont pas apporté une compensation sur ce plan.

Néanmoins, d'après le ministère du Travail, le taux des salaires a augmenté de septembre 1939 à décembre 1946 de 68 à 69 %. Le montant total indique une augmentation supplémentaire provenant du nombre supplémentaire d'ouvriers employés. Pendant la même période, l'indice du coût de la vie indiquait une augmentation de 31 %. Naturellement, l'indice du coût de la vie est loin de la vérité. Les articles auxquels il se rapporte sont en grande partie des marchandises subventionnées. Mais le rapport entre les salaires et le coût de la vie suffit pour indiquer que depuis la fin de la guerre il y eut une tendance légèrement montante dans les conditions de vie des ouvriers, qui n'a pas été totalement engloutie par la montée des prix.

On estime qu'en 1946, dans cinq industries dont les statistiques sont disponibles, 2.100.000 ouvriers ont subi une diminution des heures de travail. Dans la plupart des cas où la semaine de travail fut réduite, toujours d'après la gazette du ministère du Travail, il n'y eut pas de diminution de salaire. De plus, pour la première fois on a accordé ou on est en train d'accorder, à des millions d'ouvriers de l'industrie, des vacances payées légales.

De toutes les grèves importantes qui eurent lieu en 1946, seule une grève, celle des pêcheurs, concernait la perte de salaires. Dans ce cas, il s'agissait de la chute des prix et donc de la diminution de la part du bonus versée à l'équipage. Dans leur grande majorité, les autres grèves étaient d'un caractère offensif de la part des ouvriers pour une augmentation de

LES RACINES THEORIQUES DES ERREURS DU S.I.

Les erreurs du S.I. proviennent de son incapacité à saisir le processus économique. Ayant telescopé les perspectives à long terme avec les perspectives immédiates, vous refusez maintenant de vous corriger.

Ceci vous a entraîné à exagérer la faiblesse du capitalisme britannique, à quoi vous avez ajouté d'autres erreurs, non seulement parce que vous persistiez à dire qu'il y avait un marché réduit, ce qui est faux, mais aussi parce que vous n'avez pas pris en considération les conditions du commerce (le rapport entre les prix d'importation et les marchandises exportées) qui entre-temps ont changé considérablement en faveur du capitalisme britannique. La Grande-Bretagne paye relativement moins pour chaque marchandise qu'elle achète à l'heure actuelle que pour les marchandises qu'elle vend si on prend comme comparaison la période d'avant guerre. Ces conditions du commerce plus favorables, renforcent le capitalisme britannique pour surmonter les difficultés immédiates. Ceci, pourtant, n'est pas une preuve supplémentaire du boom qui prédomine.

Votre erreur concernant les marchés est la preuve que vous avez oublié les premiers éléments du marxisme. Vous avez oublié que l'accumulation du capital crée le marché, le limite et le mine. Vous avez oublié qu'il n'y a pas de limites à la production capitaliste excepté celles provoquées par la production capitaliste elle-même. Vous avez oublié qu'alors que la crise diminue considérablement le pouvoir d'achat des masses, en même temps elle crée les conditions pour une reprise et un boom par la destruction de capital, par l'augmentation du taux d'exploitation des ouvriers, et en diminuant le taux d'intérêt.

Avant de laisser cette partie de notre analyse il est nécessaire de parler de deux autres erreurs théoriques qui se répètent continuellement, et découlent sans aucun doute de la même attitude superficielle vis-à-vis des questions de l'économie capitaliste. L'une, c'est votre supposition que l'accumulation de capital et la reprise économique nécessitent une attaque à fond contre le standard de vie des masses, et l'autre, votre déclaration répétée concernant le « déclin du pouvoir d'achat

des salaires. Pourtant, à aucun moment de l'histoire britannique un si grand nombre de réformes légales n'ont été introduites dans une si courte période. Ce qui a comme effet d'arrêter temporairement le processus de radicalisation des ouvriers.

saifaires, le droit syndical, l'accélération du fonctionnement des cours d'arbitrage, et la diminution de la semaine de travail.

Relativement peu de grèves éclatèrent au sujet d'atteintes portées aux droits des militants syndicaux contre lesquels les patrons prirent l'offensive.

La justesse de notre pronostic fut irréfutablement établie par le « White Paper Economics of 1947 » récemment publié.

La consommation alimentaire est restée à peu près la même, sinon un peu plus variée. Dans l'habillement et les chaussures, il y eut une augmentation de 40 à 50 %, dans l'ameublement de 150 %, dans la quincaillerie et autres fournitures domestiques le niveau de la production d'avant guerre est atteint maintenant.

Les ventes au détail vers la fin de l'année 1946 étaient en valeur d'à peu près 20 % au-dessus du chiffre de l'année précédente. Si l'on considère les changements de prix, le total des marchandises vendues n'est probablement pas plus de 10 à 15 % au-dessus du niveau d'avant guerre.

D'après le plan gouvernemental, seulement 66 1/2 % du revenu national sera dépensé en consommation personnelle en 1947, contre 78 % en 1938. Mais l'augmentation du revenu national, qui sera presque double, considérant également la dépréciation de la livre sterling, devrait élever le standard de consommation presque au niveau de 1938. En tout cas, ces 66 1/2 % d'un revenu national considérablement augmenté, doivent être comparés aux 54 % du revenu national qui furent dépensés en consommation personnelle en 1945. Combien ces faits détruisent le faux pronostic du S.I. et de notre minorité qui insistait sur le fait que le capitalisme ne pourrait que survivre en abaissant encore plus le standard de vie des masses dans la période immédiate.

Voilà pour l'offensive « inspirée » et « furieuse » contre les ouvriers. Voilà pour l'argument banal que le gouvernement et le capitalisme britannique ne peuvent pas faire de concessions aux ouvriers à l'heure actuelle.

des masses ». Cette dernière déclaration fut répétée ad nauseam par notre minorité, qui déclarait dans son document de la conférence de 1946 que :

« ... Cette tentative de la part des réformistes de stabiliser les prix sans toucher au taux du profit, fait porter un poids très lourd aux masses, étant donné que les dépenses en subventions égalent presque les rentrées de l'impôt sur les revenus (1 milliard 111 millions) et se résoud par un pouvoir d'achat diminué (souligné par nous.) »

En dehors des chiffres erronés, étant donné que les subventions, plus les allocations familiales, s'élevaient à seulement 450 millions de livres en 1946 (!) (l'établissement de ces erreurs força notre minorité à retirer ces « données » économiques au dernier moment, lors de notre conférence, toutes leurs données étant pratiquement erronées), il est évident que les camarades n'avaient pas la moindre compréhension du processus économique dont ils s'occupaient. Car les subventions eurent comme résultat d'augmenter substantiellement le pouvoir d'achat effectif et furent surtout introduites pour arrêter la lutte pour les augmentations de salaires.

A l'échelle mondiale le facteur décisif n'est pas le « déclin du pouvoir d'achat », mais l'accroissement considérable du pouvoir d'achat longtemps retenu. Ne pas avoir remplacé l'équipement déprécié pendant plusieurs années en Grande-Bretagne, n'a pas empêché les capitalistes de mettre en réserve spéciale les sommes les plus considérables de leur histoire. Ajoutons à cela un énorme pouvoir d'achat retenu, c'est-à-dire le pouvoir d'achat de biens de consommation retenu par les restrictions durant la guerre. Il y a en effet plus de pouvoir d'achat dans les poches des ouvriers et des capitalistes, que jamais auparavant.

Dans vos thèses sur le niveau de vie des masses qui diminuent, vous ne prenez pas en considération le fait que l'augmentation du taux d'exploitation, tout en amenant un déclin relatif de la part du revenu national qui va aux travailleurs, peut pourtant être accompagnée d'une montée absolue du standard de vie des ouvriers. Vous ne prenez pas en considération que l'augmentation du taux d'exploitation qui en même temps